



Patrick Doutreligne
Président de l'Uniopss

Quel projet de société pour l'Uniopss ?

À quelques mois de plusieurs échéances électorales majeures, le réseau Uniopss-Uriopss présente son projet de société. Président de l'Uniopss, Patrick Doutreligne revient sur les nombreux enjeux de cette démarche.

Union Sociale: Pourquoi, à quelques mois de l'élection présidentielle et des élections législatives, avoir souhaité proposer ce projet de société ?

Patrick Doutreligne: Le réseau Uniopss-Uriopss a toujours eu l'habitude de faire part de ses propositions à l'occasion des élections présidentielle et législatives. Le fait nouveau est que ces dernières années, le secteur de la solidarité et les associations ont été consultés, mais jamais vraiment concertés. En effet, la plupart de nos contributions à l'élaboration des réformes de nos secteurs n'ont

presque jamais été prises en compte par les pouvoirs publics. Ce projet de société, que nous entendons mettre en débat à l'occasion de ces différentes échéances électorales, a donc pour but de prendre la main, sans attendre que la classe politique se prononce sur les thématiques qui nous sont chères. Il s'agit donc bien de faire part de notre propre vision d'un avenir souhaitable et de la partager avec le plus grand nombre.

Union Sociale: Vous soulignez, au début de ce document, un climat préoccupant. Quels sont vos motifs d'inquiétude ?

Patrick Doutreligne: Nous vivons dans une société de plus en plus individualiste, dans laquelle les fractures sont nombreuses, qu'elles soient générationnelles ou économiques. Parfois elles sont la conséquence de politiques menées, en raison des décalages existants entre les décisions prises au plus haut niveau et la réalité du terrain. Ces différentes fractures, peuvent conduire à un délitement de notre cohésion sociale, mais également à la désignation de boucs émissaires qui seraient la cause de tous nos maux. Je pense en particulier aux immigrés, mais aussi aux jeunes, ou encore aux

personnes âgées durant la crise. Un autre sujet de préoccupation est l'isolement social, un phénomène que les associations connaissent bien, mais qui a proprement explosé durant la période récente et qui touche toutes les générations. Ce phénomène est évidemment très grave sur le plan humain, mais aussi sur le plan démocratique, car il entretient, chez ceux qui le subissent, un sentiment d'exclusion, avec l'idée que, quoi que l'on fasse, rien ne changera jamais vraiment.

Union Sociale: La crise a aussi été le théâtre de choses plus positives...

Patrick Doutreligne: Il est vrai que la crise sanitaire a conduit à des phénomènes comme les solidarités spontanées dans des domaines très différents, comme l'aide alimentaire, le soin, l'aide à domicile ou encore la scolarité. De la même manière, l'administration a sans doute fait preuve, en particulier durant la première vague, d'une certaine souplesse à l'égard des associations, ce qui leur a permis d'être très créatives pour répondre aux besoins. Nous avons également pris conscience, à l'occasion de la crise des gilets jaunes, que la démocratie représentative ne suffisait pas et que, sans aucun doute, il convient de favoriser plus de participation citoyenne. Cette nécessité de réfléchir à d'autres formes de mobilisation n'est sans doute pas négative.

Union Sociale: Quels sont les autres points de tensions qui traversent les différents secteurs entrant dans le champ de l'Uniopss ?

Patrick Doutreligne: Il faut bien évidemment évoquer la grande fatigue des professionnels et une difficulté toujours plus grande pour le secteur social à recruter et à se montrer attractif. Même si elle l'a accentué, la crise sanitaire n'est pas la seule cause de ce phénomène, qui existe depuis de nombreuses années. Pour atténuer celui-ci, des efforts

considérables doivent être réalisés en termes de rémunération. Il conviendrait également de repenser les conditions de travail, mais également l'image de tous ces métiers du lien, qui ont permis à la France de tenir debout au plus fort de la crise sanitaire et qui demeurent encore largement sous-estimés. La deuxième grande tendance, pour ce qui est de notre secteur, est le manque d'ampleur des réformes menées. Nous avons le sentiment, depuis plusieurs années, que le gouvernement communique beaucoup sur des thématiques fortes, comme la protection de l'enfance ou encore le Grand âge, en faisant le bon diagnostic, mais sans que les réformes menées soient à la hauteur des enjeux et des besoins. Le contenu du dernier projet de loi sur la protection de l'enfance, actuellement en discussion au Parlement, ou encore le report de la loi sur l'autonomie, illustrent parfaitement cette tendance.

Union Sociale: Quels sont les grands défis à relever pour l'action publique et la société dans son ensemble dans les années à venir ?

Patrick Doutreligne: Le premier concerne l'objectif de société inclusive. Il s'agit bien évidemment d'une optique louable, avec laquelle nous ne pouvons qu'être d'accord, mais qui n'est pas sans poser de graves difficultés si cette dynamique n'est pas correctement accompagnée. Cet objectif d'inclusion suppose de repenser la société dans son ensemble. C'est pour cela qu'il doit faire partie des priorités politiques, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Un autre sujet qui impose une réflexion en profondeur est l'avenir de notre modèle de protection sociale. À cause de la montée de l'individualisme, celui-ci est régulièrement remis en cause, notamment par les catégories les plus riches de la population qui rechignent à financer ce qui leur semble bénéficier aux plus modestes, ce qui n'est d'ailleurs pas démontré. Il faut à tout prix se battre pour maintenir cette mutualisation collective au service des individus, car elle



© Michel Le Moine

« Nous vivons dans une société de plus en plus individualiste, dans laquelle les fractures sont nombreuses, qu'elles soient générationnelles ou économiques. »

est le ciment de notre cohésion sociale. Mais il faut aussi noter que son financement, uniquement basé sur le travail salarié, doit nécessairement évoluer au regard des mutations de notre société. Il semble donc nécessaire de réfléchir, dès aujourd'hui, à d'autres sources de financements pour les décennies à venir.

Union Sociale: Depuis le début du quinquennat, les associations n'ont pas toujours été suffisamment écoutées. Quelle place occupent-elles pour transformer la société et atteindre ces objectifs majeurs que sont le développement durable ou la lutte contre les inégalités ?

Patrick Doutreligne: Les associations, comme tous les corps intermédiaires, ont une place centrale pour permettre à la société de marcher sur le chemin du progrès, mais pour atteindre cet objectif, il convient sans doute de repenser les conditions d'exercice de notre démocratie, qui ne peut plus simplement se limiter à notre système représentatif. Il convient en effet de donner plus de place à la parole des salariés dans les entreprises, ou encore à celle des habitants dans les territoires, et ceci en dehors de toute élection. Les associations sont également visées. Ces dernières doivent accorder plus de place aux aspirations et aux propositions de toutes les personnes qu'elles accompagnent. Si elles ne le font pas, elles apparaîtront de plus en plus décalées par rapport aux



© Michel Le Moine

« L'objectif de société inclusive est une optique louable, mais qui n'est pas sans poser de graves difficultés si cette dynamique

n'est pas correctement accompagnée. »

▷ évolutions en cours et seront de moins en moins légitimes à intervenir dans le débat public. De la même manière, elles se doivent de se montrer exemplaires en matière de gouvernance ou encore de développement durable, pour prouver qu'elles sont des acteurs incontournables pour transformer la société.

Union Sociale: Quel sera le devenir de ce projet de société ?

Patrick Doutreligne: Le projet de société devrait être encore discuté dans les prochains mois au sein de notre réseau, mais aussi enrichi par les différents experts avec lesquels nous sommes en contact. Le texte formalisé sera ensuite présenté aux candidats aux élections présidentielle et législatives et servira de boussole pour le réseau Uniopss-Uriopss pour les cinq prochaines années. Bien sûr, tous les éléments présentés ne pourront être pris en compte par les politiques publiques, mais ce texte nous permettra de rappeler le rôle que nous devons jouer dans la société et les combats qu'il reste toujours à mener pour la défense des plus fragiles.

**Propos recueillis
par Antoine Janbon**

Construire le monde d'après : petits et grands combats du quotidien

À la fin de l'été 2020, tout semblait possible: l'expérience de la crise sanitaire avait suscité une réelle émulation sur le modèle de développement comme sur les choix à opérer pour resserrer les liens nécessaires au « vivre ensemble ». Les professionnels de santé - et plus largement tous ceux de l'action sociale et médico-sociale - pouvaient croire leur rôle mieux reconnu. Les associations pouvaient penser que leur forte implication ouvrait naturellement sur une relecture collective de leur rôle, non seulement comme gestionnaires d'activités socialement utiles, mais aussi comme corps intermédiaire acteur de la cohésion sociale. Aujourd'hui, les enjeux du « monde d'après » semblent s'être déplacés sur le terrain du quotidien, loin des grandes analyses « macro » qui ont nourri la réflexion collective. Bien sûr, ces dernières sont utiles, tant le formatage insidieux de nos représentations parvient à inhiber l'idée même d'une alternative à la montée de l'individualisme et de la marchandisation des rapports sociaux. Mais il reste à porter concrètement cette alternative. Imposer le changement d'en haut, à partir de la vision de quelques « sachants » (seuls face à la majorité qui résisterait...) ferait contre-sens. Car bâtir le monde d'après, c'est non seulement comprendre ce qui se transforme, mais aussi concevoir et construire, avec ceux qui sont directement concernés, ce qui peut se transformer.

Écouter le terrain

Il faut, pour cela, voir lucidement les tendances lourdes, mais aussi prêter attention à tout ce qui émerge et se joue sur le terrain, par l'action de celles et ceux qui ne renoncent pas, avancent, imaginent et mettent en œuvre des réponses, même à bas bruit. Les exemples issus du terrain sont nombreux. L'analyse des innovations associatives illustre ainsi qu'il ne s'agit pas seulement de « répondre à des besoins nouveaux », mais plutôt de s'inscrire dans des processus continus d'amélioration des pratiques ou encore de fabriquer, par l'action en commun, des références collectives plus tolérantes. Cette observation des innovations illustre aussi comment la participation des personnes ouvre sur leur citoyenneté et leur pouvoir d'agir, mais percute aussi les rapports avec les professionnels également en attente au sujet de la participation. Les travaux de l'Espace Recherche et Prospective (ERP) - auxquels contribue activement le réseau Uniopss-Uriopss - montrent comment « faire association » peut signifier « faire société »: c'est alors tout le chainage de la gouvernance, du management, de la participation qui est mis en mouvement, quitte à déplacer les usages établis du dialogue interne. Il faut alors, prudemment, mais de manière volontariste, porter le cap d'un processus d'évolution. L'urgence n'est-elle pas finalement de refaire sens, avec les protagonistes impliqués - personnes accompagnées, aidants, familles, professionnels, bénévoles, administrateurs - en agissant concrètement pour ce monde d'après?

Christine Chognot,
responsable de la Mission Recherche et prospective
de l'Uniopss